

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_225

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 17 juillet 2023 par laquelle l'entreprise GREENALP sollicite l'autorisation, du 18 au 20 juillet 2023 Place du Champ de Mars (entrée Cours Vallier), des travaux de terrassement pour réparation d'un câble HTA,

VU le Code de la Route,

VU le Code des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie routière,

VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

VU l'arrêté 2023_224,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 : l'arrêté 2023_224 est annulé et remplacé par l'arrêté 2023_225.

Article 2 : Autorisation : Du mardi 18 juillet 2023 12 h au jeudi 20 juillet 2023 16 h 30, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public Place du Champ de Mars (espace situé sur l'entrée Cours Vallier) afin de réaliser les travaux comme indiqué sur sa demande.

Article 3 : Restriction de circulation : Du 18 juillet 2023 12 h au 20 juillet 2023 16 h 30, l'entrée du parking du Champ de Mars située Cours Vallier sera interdite à tout véhicule autre que ceux de l'entreprise chargée du chantier. Compte tenu d'autres travaux actuellement réalisés sur le boulevard Riondel, l'entrée des véhicules autres que ceux du chantier se fera par l'Avenue du Collège.

Article 4 : Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Le bénéficiaire est informé que compte tenu que l'entrée sur le Champ de Mars côté Avenue du Collège sera temporairement commune aux véhicules et aux piétons, la signalisation devra être renforcée.

Article 5 : Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du chantier. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 6 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur du territoire Sud Grésivaudan, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Saint-Marcellin, le 18 juillet 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,
Le Responsable Bâtiments,

Jonathan ROGNIN

